

Évolution de la situation linguistique en Belgique depuis le XIX^e siècle

Romuald Dalodiere

Doctorant au sein du département de langues scandinaves

Faculté de traduction et d'interprétation

Université de Mons

Contenu :

1. Introduction : la naissance de l'État belge
2. La montée du mouvement flamand au XIX^e siècle
3. La Belgique d'une guerre à l'autre
4. Après la guerre : vers une séparation encore plus nette
5. Conclusion : une situation toujours instable aujourd'hui
6. Références et discussion



1. Introduction: la naissance de l'État belge

Contenu:

1.1 1795-1815 : la période française

1.2 1815-1830 : la période néerlandaise

1.1 1795-1815 : la période française

Naissance de l'État belge en 1831, mais avant cela: un territoire morcelé

La Belgique actuelle + le Luxembourg existent sous la forme de deux territoires ; les Pays-Bas autrichiens et la Principauté de Liège

- Révolutions brabançonne et liégeoise au moment de la Révolution française (fin des années 1780 et milieu des années 1790)
- Conquête des Pays-Bas autrichiens et de la Principauté de Liège par la France et rattachement au territoire français (« Décret de réunion à la France » du 1^{er} octobre 1795)
- Dans ce nouveau territoire : opposition entre une minorité lettrée, souvent francophone, et une majorité patoisante flamande ou romane (wallon)
- En France : politique d'éradication des dialectes par l'Abbé Grégoire, et de francisation de la population



1.1 1795-1815 : la période française

- Coexistence d'une multitude de dialectes dans les campagnes
- Les dialectes wallons, même s'ils sont des dialectes romans, sont difficiles voire impossibles à comprendre pour un francophone
- Absence de patriotisme linguistique en Flandre à cette période

- La période française s'accompagne d'une politique de laïcisation de la société qui fonctionnera bien mieux en Wallonie qu'en Flandre, qui restera attachée à ses valeurs catholiques
- Détail important dans l'analyse des relations entre Flamands et Wallons!

1.2 1815-1830 : la période néerlandaise

- Défaite de Napoléon à Waterloo en 1815: perte des « territoires du Nord » au profit du Royaume des Pays-Bas (grosso modo Belgique, Luxembourg et Pays-Bas actuels)
- Roi des Pays-Bas : Guillaume I^{er}
- Politique aux antipodes de celle menée par la France : tentative de néerlandisation de la population et d'affaiblissement du catholicisme au profit du protestantisme
- Forte résistance de la part de la future population belge, y compris flamande
- Catholicisme en Flandre VS protestantisme aux Pays-Bas
- Pas de langue flamande en Flandre, mais une multitude de dialectes
- Crainte de l'élite flamande (francophone) de voir les postes administratifs prestigieux réservés à des néerlandophones (matérialisée par un décret dans ce sens en 1819)

1.2 1815-1830 : la période néerlandaise

- Imposition du néerlandais dans l'enseignement supérieur à Gand
- Protestations des étudiants de Gand: « *Dans la vie quotidienne, les cives academici [membres de l'université, étudiants comme enseignants] parlaient exclusivement le français entre eux. La raison en était [...] que les Flamands ne parlaient que leurs dialectes, ce qui causa maintes confusions entre les étudiants. Pour cela nous trouvions plus simple [...] de parler le français entre nous. [...] La plupart des Hollandais se pliaient à l'usage dominant et se mirent à apprendre le français.* »
- Échec de la politique de néerlandisation :
 - politique de francisation plus longue et plus forte, mais de plus, français = langue de culture dans de nombreux pays européens + avantages économiques pour le commerce (Wallonie = puissance industrielle de premier plan au XIX^e siècle)
 - La politique française, même si laïcisante, avait ménagé l'Église catholique. La politique de Guillaume Ier l'avait menacée
 - Le clergé soutient davantage le développement d'une langue flamande propre, rempart contre la laïcité (francophone) et le protestantisme (néerlandophone)
 - Opposition identitaire qui se retrouve dans la terminologie :
 - Pour Guillaume Ier, « Belges » (FR, en NL « *Nederlanders* ») = les habitants de son royaume
 - Pour les Flamands/Wallons, « Belges » = eux-mêmes (Néerlandais exclus)

1.2 1815-1830 : la période néerlandaise

- Mécontentement à la suite de la politique de Guillaume Ier: 1830: émeutes en Belgique: « Révolution belge »
 - Mouvement principalement wallon, même si le point culminant du conflit (les « Quatre journées », du 23 au 27 septembre 1830 à Bruxelles) impliquent en majorité des insurgés flamands,
 - 27 octobre : bombardement d'Anvers (Flandre) : extension de la contestation à la Flandre
 - 18 novembre : proclamation de l'indépendance belge
 - Janvier 1831 : reconnaissance de l'indépendance belge par les États européens
 - 7 février 1831 : adoption de la Constitution belge, la Belgique devient officiellement un État indépendant

2. La montée du mouvement flamand au XIX^e siècle

Contenu:

2.1 Vers une uniformisation de la langue flamande

2.2 La structuration du mouvement flamand

2.3 Premiers succès politiques et linguistiques

2.1 Vers une uniformisation de la langue flamande

- Constitution de 1831: « *L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif* »
 - Prééminence du français malgré tout, utilisé par le gouvernement, l'administration, l'armée...
 - Certaine « logique » malgré tout: le flamand n'existe pas en tant que langue
 - Analphabétisme encore fort dans tout le pays
- 1824 : Jan Frans Willems, « père » du mouvement flamand, propose une réforme orthographique commune aux dialectes flamands (proche des règles néerlandaises)
 - Proposition adoptée officiellement en 1839 : protestations en Belgique (prétentions orangistes toujours vivaces. Récupération du Luxembourg actuel par les Pays-Bas, au détriment de la Belgique)
 - Comment concilier émancipation culturelle et rapprochement linguistique avec les Pays-Bas?
 - Harmonisation formelle du flamand et du néerlandais : 1980 (*Nederlandse Taalunie*)
- Rôle de la Wallonie dans la domination francophone : moteur économique de l'époque. Élections au suffrage censitaire : seuls les plus riches (soit Wallons, soit Flamands francophones) votent.
 - Langue française = protection vis-à-vis des métiers de l'administration (fermés aux non-francophones)
 - Aucun intérêt pour le pouvoir politique à défendre une langue minoritaire (socialement parlant, mais pas démographiquement)

2.2 La structuration du mouvement flamand

- Après 1831 : tendance unioniste. Les deux partis belges, les partis catholique et libéral, coopèrent après s'être alliés pour obtenir l'indépendance de la Belgique.
- Effritement progressif de l'unionisme et opposition croissante: chaque parti cherche à gagner de l'influence
 - Développement du parti libéral en Wallonie (plus proches du monde industriel, positionnement plutôt laïque)
 - Développement du parti catholique en Flandre (plus proche du monde rural, protecteur vis-à-vis de la religion)
- Parallèlement en 1840 : premières revendications du « mouvement flamand »: revendications plutôt culturelles au départ (traitement des affaires communales flamandes en flamand, création d'une Académie flamande, reconnaissance du flamand à l'Université de Gand)... Aucune remise en cause du français. Ces revendications restent sans effet
- 1847 : renouvellement des revendications flamandes, complétées de nouvelles demandes (enseignement du flamand à l'école, maîtrise du flamand par les officiers dans l'Armée...)
- Officialisation du « mouvement flamand » par son Manifeste. Réactions politiques hostiles, voire nulles.

2.2 La structuration du mouvement flamand

- Écho modeste y compris en Flandre
- Oppositions entre Flamands et Wallons à la suite de l'arrivée au pouvoir de Napoléon III (visées expansionnistes)
- Davantage de droits aux Flamands (p. ex. hausse des heures d'enseignement de la langue flamande en Flandre) : but = renforcer la cohésion nationale en cas de guerre contre la France
- Politisation du mouvement à la fin des années 1850
 - 1856: « Commission des griefs »: le gouvernement demande aux Flamands d'exposer leurs revendications au travers d'une commission officielle. Ces revendications sont jugées « *incompatibles avec l'organisation politique et administrative* » de la Belgique (revendications surtout administratives)
 - Colère des flamingants, frustrés par 25 ans d'actions inefficaces : prennent le chemin de la politique
 - Peut-être sans en avoir conscience, leur rapport à la Commission les avait dotés d'un véritable programme politique

2.3 Premiers succès politiques et linguistiques

- Effondrement de l'unionisme en 1857 : le parti libéral reste au pouvoir jusqu'en 1870
- Reprise du pouvoir par les catholiques, majoritairement flamands.
 - 1873: le flamand est autorisé dans les affaires pénales en région flamande
 - 1878: reconnaissance du flamand par les administrations de Flandre. Utilisation de la langue flamande si les citoyens en font la demande
- Reprise du pouvoir par les libéraux en 1878 : 6 années de politique laïque agressive (p.ex. : religion supprimée du programme scolaire obligatoire, devient une option)
- Nouvelles lois linguistiques lorsque les catholiques reprennent le pouvoir en 1884
 - Notamment : 1898, reconnaissance du flamand comme seconde langue officielle du royaume
- 1893: suffrage universel masculin « tempéré par un vote plural » : certaines classes de citoyens obtiennent une ou deux voix supplémentaire(s)
- Introduction également du vote obligatoire (toujours en vigueur aujourd'hui)
 - Nombre d'électeurs multiplié par 10 (138 000 à 1 370 000)
 - Débâcle pour les libéraux, triomphe pour les catholiques

2.3 Premiers succès politiques et linguistiques

- Le parti catholique restera au pouvoir pour 20 années supplémentaires (jusqu'en 1914)
- Une carte idéologique relativement immuable de la Belgique se dessine:
 - Le nord (la Flandre) vote plutôt catholique
 - Le sud (la Wallonie) vote plutôt libéral, ou socialiste
- Apparition d'un mouvement wallon en réaction au mouvement flamand (un demi-siècle plus tard)
- Défense d'une ligne fédéraliste (séparation administrative de la Flandre et de la Wallonie) au tournant du XX^e siècle
 - Échec, mais des revendications fortes et symboliques existent du côté wallon également:
 - « Lettre au roi » (Jules Destrée, 1912) : « *Vous régnez sur deux peuples. Il y a en Belgique, des Wallons et des Flamands ; il n'y a pas de Belges* ».

Déclaration du libéral flamingant Louis Franck, le 15 mars 1910, résume la position des flamingants à l'époque :

« Il y a trois choses que nous, flamingants, ne voulons pas :

- 1. Imposer aux Wallons la connaissance de notre langue*
- 2. Manifester de l'hostilité à l'égard de la langue française et la bannir de Flandre et de l'enseignement*
- 3. La séparation administrative*

Ce que nous voulons, c'est le respect pour notre langue et notre peuple »

3. La Belgique d'une guerre à l'autre

Contenu:

3.1 La progression des lois linguistiques

3.2 Le déchirement autour de la «question royale»

3.1 La progression des lois linguistiques

- 1^{ère} Guerre mondiale : Résistance de la Belgique pendant = récupération des « cantons de l'est » à l'occasion du Traité de Versailles : troisième communauté linguistique belge (germanophone, < 1% de la population)
- Renforcement des mouvements régionalistes pendant l'entre-deux guerres
- Le mouvement wallon commence à séduire le parti socialiste
 - Soutien du mouvement wallon aux lois linguistiques des années 1930. Le soutien aux francophones de Flandre est abandonné
 - Déclin amorcé de l'économie wallonne

3.1 La progression des lois linguistiques

- Quelques lois linguistiques de l'entre-deux guerres :
 - Flamandisation partielle (1921) puis totale (1930) de l'Université de Gand, en Flandre
 - Division de l'armée en unités unilingues (1928, complétée en 1938). Le français reste la langue de communication entre officiers supérieurs
 - Procédures judiciaires unilingues en Flandre et en Wallonie (1935)
 - Mais surtout, en 1932 :
 - Instauration de l'unilinguisme en Flandre et Wallonie. Bruxelles devient officiellement bilingue.
 - Mesure essentielle pour la suite de l'histoire linguistique belge : mise en place d'un recensement décennal dans les communes belges, comprenant un volet linguistique. Une communauté linguistique rassemblant au moins 30% de la population transforme la commune en commune bilingue. La communauté la plus représentée (>50% de la population de la commune) définit son statut linguistique officiel

3.2 Le déchirement autour de la «question royale»

- 2^e Guerre mondiale : occupation de la Belgique par l'Allemagne
 - Reddition du roi Leopold III
 - Point de départ d'une série de reproches, notamment de la part des partis communiste et socialiste, et des Wallons

« Question royale » : le roi est empêché de rentrer en Belgique

Le mouvement wallon se pose la question de son identité : ne faudrait-il pas se rattacher à la France? (soutien du Général de Gaulle)

Vote lors du Congrès wallon en 1945, sur 1048 voix:

- 17 soutiennent le maintien de la structure unitaire belge
- 391 soutiennent une option fédéraliste
- 154 demandent l'indépendance complète de la Wallonie (création d'un État wallon)
- 486 demandent le rattachement de la Wallonie à la France

Le groupe indépendantiste, « faiseur de roi », décide de rejoindre les fédéralistes

3.2 Le déchirement autour de la «question royale»

- Cette décision ne règle pas la « question royale »
- Les Wallons, toujours majoritairement opposés au retour du roi, exigent son abdication
- Refus du roi : la situation est bloquée pendant six ans.
- 1950: organisation d'un referendum sur le retour du roi:
 - 57% des Belges votent pour son retour, mais avec une forte disparité communautaire :
 - 72% des Flamands votent pour son retour
 - 42% des Wallons seulement
- Le roi revient en juillet 1950
 - Nombreuses grèves et émeute en Wallonie
 - Le 30 juillet, des manifestations réprimées par la gendarmerie font plusieurs morts
 - Abdication du roi face aux troubles en 1951, en faveur de son fils Baudouin
 - Le président du parti communiste, Julien Lahaut, crie « Vive la République » le jour où le nouveau roi prête serment. Il (Lahaut) sera assassiné 8 jours plus tard

4. Après la guerre : vers une séparation encore plus nette

Contenu:

4.1 Économies flamande et wallonne après la guerre

4.2 Le recensement de 1947

4.3 La crise de l'Université de Louvain

4.4 L'affaire des Fourons

4.1 Économies flamande et wallonne après la guerre

- Déclin de l'économie wallonne se poursuit au sortir de la guerre
- Montée en puissance de la Flandre
- Dans les années 1960, le PIB/habitant de la Flandre dépasse celui de la Wallonie

4.2 Le recensement de 1947

- Rappel : en 1932, l'unilinguisme est instauré en Flandre et en Wallonie (et le bilinguisme à Bruxelles). Un recensement décennal est organisé pour déterminer le régime linguistique applicable aux communes (bilingues dès 30% de locuteurs de l'une des deux langues)
- Problèmes méthodologiques: gestion des populations bilingues ; réponse des habitants susceptible d'être influencée par les conséquences du recensement
- Après le recensement de 1930, le recensement suivant a lieu en 1947 (suspendu en 1940 à cause de la guerre)
- Résultats explosifs: plusieurs communes flamandes en 1930 passent sous la barre des 30%. « Tâche d'huile bruxelloise »: la capitale belge, flamande, se francise, et avec elle les communes environnantes
- Les résultats du recensement ne sont pas publiés dans leur intégralité avant 1954
 - Colère du mouvement flamand qui réussit à reporter d'un an le recensement suivant (1961 au lieu de 1960) et à faire supprimer le volet linguistique
 - La loi de 1932 est supprimée, une frontière linguistique immuable est fixée (1^{er} septembre 1963)
 - À Bruxelles et en périphérie, 19 communes sont officiellement bilingues
 - Création de communes « à facilités » (utilisation et enseignement des deux langues)

4.3 La crise de l'Université de Louvain

- 1968: à Louvain, ville flamande, un projet d'extension de la section française provoque des protestations et des manifestations: « Walen buiten » (Les Wallons dehors)
 - Protestation contre le non-respect de l'homogénéité linguistique de la région
 - Peur d'une francisation de la province du Brabant (pas encore scindée à l'époque)
- Crise sociale (dans le clergé) et politique (gouvernement de coalition catholique / libérale)
 - Démission du gouvernement et organisation d'élections anticipées
 - Apparition et poussée de listes indépendantes, communautaires (p.ex. *Volksunie*, un parti nationaliste flamand)
 - Les trois partis traditionnels, nationaux, finiront par se diviser en une aile flamande et une aile wallonne
- Choc dans l'opinion publique wallonne (prise de conscience de la montée en puissance des Flamands)
- Expulsion effective des Wallons, création de la ville universitaire de Louvain-la-Neuve

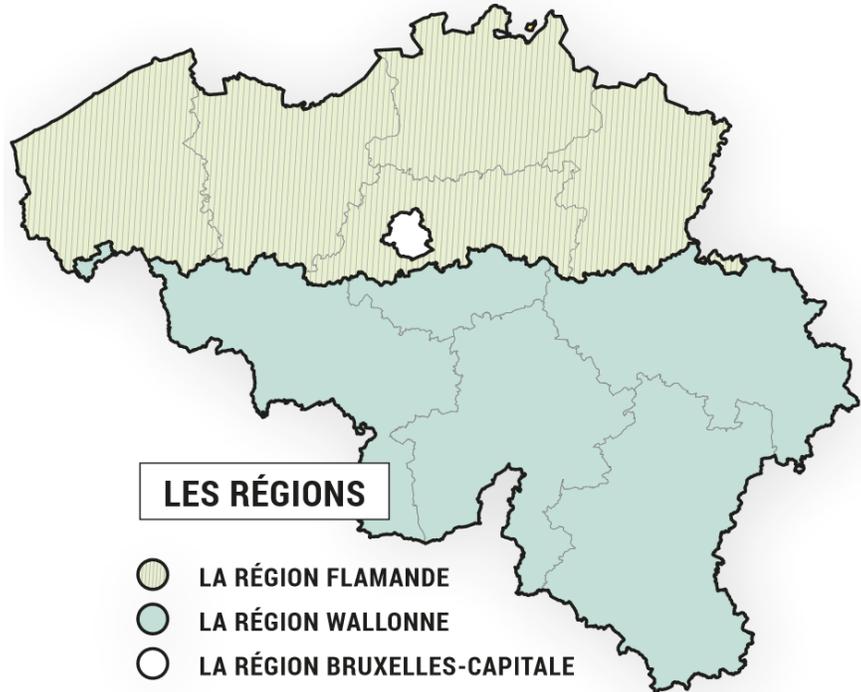
4.3 La crise de l'Université de Louvain

- Série de modifications constitutionnelles
 - Amorcent la fédéralisation de la Belgique
 - Introduction des « Régions » et des « Communautés »
 - Communautés: entités culturelles et linguistiques. Compétentes pour l'enseignement, la culture, l'emploi des langues...
 - Régions : entités socio-économiques. Compétentes pour la politique sociale et économique, l'agriculture, la politique de logement, des travaux publics, de l'énergie...

On compte trois régions et trois communautés, mais...

4.3 La crise de l'Université de Louvain

Les Communautés et les régions ne se superposent pas:



La Région Bruxelles-Capitale est administrée à la fois par la Communauté flamande et la Communauté française, tandis que la Communauté germanophone fait partie de la Région Wallonne.



4.4 La question des Fourons

Une autre illustration du conflit communautaire belge: la question des Fourons

- Petit territoire proche des frontières allemande et néerlandaise
- Environ 4000 habitants seulement
- En 1930, 76% de la population déclare parler flamand lors du recensement linguistique
- En 1947, 52% de la population se déclare francophone

Malgré cela, les villages des Fourons sont soustraits à la Province de Liège (wallonne) et rattachés à la Province du Limbourg (flamande) lors du traçage de la frontière linguistique.



4.4 La question des Fourons

- Changement de régime linguistique pour la commune, qui devient bilingue avant de devenir unilingue flamande
 - Manifestations du côté wallon, démission de bourgmestres fouronnais...
 - Le transfert est effectif malgré les oppositions de la majorité des habitants
- Les Fourons deviennent un symbole du conflit communautaire belge : entre 1963 et 1981, 33 propositions de lois formulées par les élus Wallons comme Flamands:
 - Les Wallons veulent ramener la commune dans la province de Liège
 - Les Flamands veulent supprimer les « facilités linguistiques » pour les francophones

Le conflit culmine en 1982 avec la victoire de José Happart aux élections communales

- Crise gouvernementale entre les ministres wallons et flamands
- La pression exercée par les groupes flamands comme wallons complique la gestion de l'affaire
- 1988: José Happart se retire au profit d'un membre de son groupe politique qui connaît le néerlandais
- Un des rares conflits communautaires belges où la violence physique se joint à la violence verbale

5. Conclusion : une situation toujours instable aujourd'hui

5. Conclusion : une situation toujours instable aujourd'hui

- Dépassement des partis traditionnels (catholiques, libéraux, socialistes), notamment en Flandre (NVA - *Nieuw-Vlaamse Alliantie*: parti nationaliste)
- Crainte d'une scission de la Belgique
- Bruxelles : pomme de discorde et filet de sécurité à la fois
- Les conflits communautaires belges : conflits linguistiques ou politiques?
- Une répartition administrative (Régions et Communautés) complexe
- Une perception de « l'autre » toujours problématique : la langue et la culture restent au cœur du débat

6. Références et discussion

- BITSCH, M.-T., *Histoire de la Belgique*, Paris, Hatier, 1992, 33p.
- BROUILLARD, E., « Does a Belgian National identity exist? », in *Europeans – essays on culture and identity*, Lund, Nordic Academic Press, 1999, pp. 235-48
- von BUSEKIST, A., *La Belgique : politique des langues et construction de l'État*, Bruxelles, Duculot, 1998, 450p
- von BUSEKIST, A. (dir.), *Singulière Belgique*, Paris, Fayard, 2012, 288 p.
- DUMONT, G.-H., *La Belgique*, Paris, PUF, 2014 [1991], 127p.
- KUPPER, J.-L., et DEMOULIN, B. (dir.), *Histoire de la Wallonie – de la préhistoire au XXIe siècle*, Toulouse, Privat, 2004
- LETON, A., MIROIR, A., *Les conflits communautaires en Belgique*, Paris, PUF, 1999, 367 p.
- WEBER, P., *La grande histoire de la Belgique*, Paris, Perrin, 2013, 333p.
- WILLEMYS, R., « Le traité de l'union de la langue néerlandaise. Une expérience unique dans les relations internationales linguistiques », in *La Linguistique*, Vol. 20, Fasc. 1 (1984), pp. 81-96
- WITTE, E., « La question linguistique en Belgique dans une perspective historique », in *Pouvoirs*, 2011/1, n° 136, p.37-50
- « La lettre au roi », Jules Destrée, disponible sur : <http://www.aml-cfwb.be/docs/previews/ELB-AML-MLA-18960.pdf>
- Les Parlements de Belgique et leurs compétences :
<http://docs.vlaamsparlament.be/docs/varia/brochures//les-parlements-de-belgique-international-fr.pdf>
- Apprentissage des langues étrangères au sein de l'Union européenne :
<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7879493/3-23022017-AP-FR.pdf>

6. Références et discussion

Des questions ou des remarques?

Tack för uppmärksamhet!

Romuald.dalodiere@umons.ac.be